

AKTUELL

ENVIRONNEMENT

Un bout de papier contre un géant de la viande

Fabien Grasser

Greenpeace Pays-Bas attaque en justice JBS, un leader mondial de la production de viande. La multinationale brésilienne possède plusieurs holdings au Luxembourg, qu'elle a placée au cœur de son architecture financière.

Un simple bout de papier peut-il faire vaciller un colosse de l'agroalimentaire comme JBS ? Greenpeace Pays-Bas veut le croire. Une poignée d'activistes de l'ONG environnementale a profité de l'assemblée générale de la multinationale, qui s'est tenue à Amsterdam, le 30 avril, pour remettre aux dirigeants de l'entreprise un courrier de mise en demeure. Il leur demande de faire toute la transparence sur leurs projets d'expansion, d'une valeur de 6 milliards de dollars. Greenpeace désapprouve en particulier un investissement de 2,5 milliards de dollars pour la construction de six usines de transformation de viande au Nigeria, qui menacent d'assécher des sources d'eau, de polluer l'environnement et « d'émettre d'énormes quantités de méthane ».

Pour comprendre la stratégie de l'ONG contre la multinationale, il faut revenir un an en arrière. En mai 2025, JBS décide de déménager son siège mondial de São Paulo vers Amsterdam, une opération destinée à faciliter son introduction à la Bourse de New York. Greenpeace, qui affronte JBS de longue date, avait prévenu : si le groupe s'installe aux Pays-Bas, il sera soumis aux lois néerlandaises et devra répondre de ses atteintes à l'environnement et aux droits humains. « Via sa chaîne d'approvisionnement, JBS a été associée à la dévastation de l'Amazonie, à la destruction d'habitats essentiels pour la faune sauvage et a fait paître illégalement du bétail sur des terres autochtones », écrit Greenpeace. L'ONG a calculé que les émissions de méthane de JBS sont supérieures à celles de Shell et d'Exxon-Mobil cumulées. La multinationale « a contribué de manière significative à la crise climatique et au déclin de la biodiversité », accuse Greenpeace.

Considéré comme le premier producteur de viande au monde, JBS a réalisé 86 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2025, revenant à 280.000 salariés et une présence dans 180 pays. Ses deux principaux actionnaires sont les frères

Joesley et Wesley Batista, les fils du fondateur. Leur fortune atteint 10,8 milliards de dollars, d'après Forbes. En 2017, Joesley Batista a été incarcéré six mois pour son rôle central dans un vaste scandale de corruption impliquant les plus hautes sphères de l'État brésilien.

Une Soparfi au cœur du système

Selon Greenpeace, les deux frères exercent principalement le contrôle sur JBS par l'intermédiaire d'une société de participation financière (Soparfi) luxembourgeoise, J&F Investments Luxembourg, qui leur permet de détenir 85 % des droits de vote. « JBS a possédé jusqu'à une dizaine de holdings au Luxembourg. Un certain nombre ont été radiées, mais d'autres ont subsisté », indique Gauthier Hansel, chargé de campagne chez Greenpeace Luxembourg. Autant de sociétés sans réelle activité au grand-duché, si ce n'est d'y effectuer des acrobaties financières et fiscales. Sur le papier, J&F Investments réalise plusieurs dizaines de milliers d'euros de pertes chaque année, mais affiche près de 2 milliards d'euros d'actifs. Contactée au sujet de sa holding, JBS n'a pas répondu au woxx dans l'immédiat.

Pour lutter contre ce qu'il qualifie de « pommes pourries », le député socialiste Franz Fayot a présenté en décembre dernier un projet de loi visant un contrôle accru des Soparfi et leur liquidation en cas d'abus graves contre les droits humains et contre l'environnement. Son texte citait nommément JBS pour ses « activités hautement problématiques ». Aux Pays-Bas, la société avait 21 jours pour répondre à la mise en demeure de Greenpeace. JBS y a donné suite au dernier moment par une fin de non-recevoir : la multinationale rejette toute responsabilité dans les accusations contre elle et refuse de faire la transparence et d'ouvrir ses dossiers sur ses futurs projets, une revendication portée par plusieurs milliers de personnes, selon l'ONG. La suite devrait logiquement se jouer devant les juridictions néerlandaises, le déplacement du siège à Amsterdam fournissant à Greenpeace la base légale pour entamer des poursuites. Ce « sera sans doute la première grande affaire climatique de cette ampleur intentée contre le secteur de l'élevage industriel », avance l'ONG.

SHORT NEWS

Le tabagisme reste peu enrayé

(mes) – Les résultats de la nouvelle enquête de la Fondation Cancer confirment la tendance : même si la consommation quotidienne reste plus ou moins stable, les jeunes consomment de plus en plus de tabac. Alors que la plupart des consommateurs commencent à fumer avant l'âge de 18 ans, l'initiation se fait surtout par les nouveaux produits nicotiques comme les cigarettes électroniques, qui représentent « une porte d'entrée vers le tabac » pour 38 % des fumeur·euses entre 16 et 24 ans, indique l'enquête publiée ce mercredi. 24 % des jeunes disent consommer encore davantage de cigarettes après avoir commencé le vapotage. Même une consommation occasionnelle « présente des risques pour la santé », prévient la Fondation Cancer. De ce fait, 56 % des jeunes veulent mettre fin à leur addiction. Si la consultation de sevrage tabagique « augmente significativement les chances de réussite durable », seulement 3 % des fumeur·euses prévoient une telle démarche. « Plus d'un tiers des fumeurs sont insatisfaits de leur tabagisme et passent à l'action, en particulier les jeunes », constate néanmoins l'enquête. « Près d'un tiers de la population consomme du tabac. Depuis le 1er janvier, la consommation est interdite dans les lieux fréquentés par les jeunes, notamment les écoles. Or, la vente de cigarettes électroniques aux jeunes est encore autorisée, critique la Fondation (woxx 1869).

A31 Bis : un « projet d'inutilité publique »

(fg) – Est-il encore raisonnable de construire de nouvelles autoroutes en 2026 ? Pour les autorités françaises, la réponse est résolument positive, comme le montre l'enquête d'utilité publique lancée le 11 mai pour la construction de l'A31 Bis, qui doit fluidifier le trafic entre le Nord mosellan et le Luxembourg. Ce projet, éclos dans l'esprit de responsables politiques locaux de droite il y a une trentaine d'années, prévoit un contournement ouest de Thionville sur sept kilomètres en 2x2 voies, la construction d'un tunnel de 2,4 km à Florange et l'élargissement de l'A31 existante à 2x3 voies. Le coût total avoisinera les 2 milliards d'euros. L'enquête d'utilité publique doit se terminer fin juin, un délai bien trop court face à un dossier de près de 5.000 pages, estiment les opposant·es à l'autoroute. Vingt-cinq associations locales et nationales se sont constituées en collectif pour tenter de bloquer la construction de la future autoroute, qu'elles qualifient de « projet d'inutilité publique ». Elles jugent disproportionné le tracé envisagé, le gain de temps prévu sur l'ensemble du trajet se limitant de 2 à 10 minutes. L'autoroute saccagera plusieurs espaces naturels et patrimoniaux – comme le château de Bétange –, provoquera l'artificialisation des sols, une augmentation des gaz à effet de serre, des nuisances sonores et de la pollution de l'air à proximité de zones habitées et d'écoles. Une fois achevée, l'autoroute sera confiée en concession à un opérateur privé, qui prélèvera près de 3,80 euros de péage pour un trajet.

woxx@home

Ein Stipendium für unsere Spürnase

Investigativen Journalismus betreiben – diesen Wunsch hatte unsere Redakteurin María Elorza Saralegui schon während des Studiums. Und hat sich danach zu unserem Glück für die woxx als ihre erste Arbeitgeberin entschieden, wo sie sich neben der journalistischen Arbeit auch unermüdlich für das gesamte Zeitungsprojekt engagiert. Ihr großes Ziel hat sie dennoch nie aus den Augen verloren. Ob Klimawandel, ökologische Aspekte von Rüstung und Krieg oder Ewigkeitschemikalien – in ihren größeren Texten versucht sie immer, den Dingen auf den Grund zu gehen. Nun hat sie erneut einen großen Schritt auf ihrem Weg gemacht: Vom europäischen „Journalism Fund“ hat unsere Spürnase ein journalistisches Stipendium erhalten, für das sie gemeinsam mit anderen zu einem ökologisch und geopolitisch brisanten Thema recherchieren wird. Internationale Partnerzeitungen sind ebenfalls mit von der Partie. Und natürlich werden die Früchte dieser investigativen Recherche auch in der woxx zu lesen sein! Wir in der Redaktion sind schon gespannt – und finden, das ist ein weiteres gutes Argument, um die woxx nicht nur kostenlos online zu lesen, sondern auch zu abonnieren. So schön ein Stipendium auch ist: Unabhängiger, investigativer Journalismus hängt nicht zuletzt von Ihnen, den zahlenden Leser*innen ab.